Nouvelles locales du lundi 1er mars 2010

@rib News, 01/03/2010 | Politique- Des partis politiques burundais ont organisés des congrès à travers tous le pays dans le but de se préparer aux prochaines élections. Le parti Cndd du député Léonard Nyangoma a organisé des congrès provinciaux dans Bujumbura-Mairie et Muramvya, un congrès national étant projeté dans la première quinzaine du mois de mars. Le parti Msd n'a pas pu terminer les primaires organisés dans le pays suite au blocage de l'administration pour motif d'invitation de non-membres du Msd à participer à cette élection interne au parti. On apprend que ce parti aurait décidé à poursuivre ces primaires ce lundi. Le parti Palipe-Agakiza a organisé un congrès national à l'hôtel Source ce dimanche, et a désigné son leader Casimir Ngendanganya pour le représenter à la prochaine course présidentielle. Le parti Mrc a de son côté rejeté toute coalition avec le Cndd-Fdd estimant que le parti au pouvoir a une idéologie qui n'est pas basée sur la sécurité et l'auto développement. A la fin du congrès national de ce parti, son président sortant Bayaganakandi a été reconduit dans cette fonction et désigné pour représenter le Mrc à la prochaine présidentielle.

- Le commissaire à l'information à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Prosper Ntahogwamiye, tranquillise le parti Upd que ses insignes seront les bienvenus le jour où ils seront envoyés à la Ceni. Le commissaire, qui semble minimiser l'ampleur du retard dans l'acheminement des insignes de l'Upd à la Ceni, estime que ce retard s'explique aux erreurs dans la transmission des courriers. M. Ntahogwamiye souligne que le parti Upd ne sera pas empêché à participer aux prochaines élections comme certains commencent à le dire. Cette réaction intervient après les lamentations de l'Upd déplorant que le ministre de l'Intérieur ait tardé à transmettre ses insignes à la Ceni, comme fait pour les autres partis politiques. (Isanganiro) | Santé- Une équipe de médecins chirurgiens italiens sont en train d'opérer une vingtaine d'enfants à l'hôpital Roi Khaled de Bujumbura. Ces enfants qui souffrent essentiellement d'hydrocéphales seront opérés du lundi au vendredi et cela gratuitement. Selon la ministre de la Solidarité nationale, Mme Immaculée Nahayo, ces enfants seront opérés suite aux concours des bienfaiteurs qui vont aider dans l'achat du matériel, souligne-t-elle. "Le kit est tellement cher et est difficile au petit paysan de se payer les frais à lui seul", souligne la ministre. (Rpa/Isanganiro/Bonesha/Rtnb)- Une fillette de moins de 2 ans souffre d'une maladie du cœur qui a déjà atteint un stade de complication, révèle ses parents, Ngandakumana Ezeckiel et Mpfayoguhora Emmanueline, originaires de la commune Mpanda en province de Bubanza. Cette famille, qui est apparemment indigente, dit ne pas être en mesure de se payer les frais d'hospitalisation à l'étranger puisque les coûts sont exorbitants et demande aux personnes bienfaitrices de l'assister pour aller suivre un traitement efficace à l'étranger. Cette fille du nom de Nibitanga Anne Marie est née avec un problème de battements cardiaques et a été expulsée de l'hôpital militaire de Kamenge car les médecins de cet établissement se sont déclarés incapables devant ce cas qui les dépassent. | Economie.- Le Parcem se dit préoccupé par l'absence de plan du Gouvernement invitant les banques burundaises à l'investissement dans des domaines clés de la vie du pays. Le président du Parcem, Faustin Ntirandekura, accuse "la Banque centrale du Burundi de ne pas prendre des mesures incitatives, indicatives, voire même, quelques fois impératives" pour contraindre les banques et les autres institutions financières privées à financer les petites entreprises et les secteurs agricoles pour aider dans la production et le commerce. Il invite aussi la Banque centrale à redynamiser le système monétaire du Burundi pour aller à la même vitesse que les autres institutions monétaires du monde (Isanganiro). | Mal Gouvernance.- Alors que le Gouvernement procédait à la diminution du charroi de l'Etat par le retrait des véhicules, le constat est que ceux qui avaient pris cette décision n'ont pas encore remis des véhicules à l'Etat. Il s'agit de la présidence de la République, des présidences, du Sénat et l'Assemblée nationale. On note que 60% des véhicules remis sont en mauvais état. (Isanganiro)